

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

17 Juin 2023

N° 295

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Encore cette année pendant la saison des pluies, plusieurs morts dans des éboulements de terrain à Mossikro, quartier ouvrier d'Attecoubé dans la ville d'Abidjan

Éditorial

LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QUI DOIT DISPARAITRE
CAR IL NE PRODUIT QU'INJUSTICES ET MISÈRES !

Page 3

PORT-BOUËT : NON AUX
DÉGUERPISSEMENTS !
IL FAUT D'ABORD RELOGER
TOUS LES MAL LOGÉS !

Page 9

SAISON DES PLUIES :
LES ANNÉES PASSENT,
MAIS LE BILAN MACABRE
CONTINUE !

Page 11

Sénégal :
CE N'EST PAS AUX
TRAVAILLEURS DE PAYER
LES POTS CASSÉS !

Page 15-16

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QUI DOIT DISPARAITRE CAR IL NE PRODUIT QU'INJUSTICES ET MISÈRES !.....	3
- LE PROLÉTARIAT, SEULE CLASSE CAPABLE DE METTRE FIN AU CAPITALISME.....	4
- LES JEUNES DIPLÔMÉS ONT AUSSI LEUR PLACE DANS LE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE.....	4 - 5
- LA PLACE DE LA SORCELLERIE AU XXIème SIÈCLE DEVRAIT ÊTRE AU MUSÉE DE L'HISTOIRE !.....	5 - 7
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- INDUSTRAP : UN DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE L'INCURIE DU PATRON	8
- FIMA : UNE MORT DUE À LA RECHERCHE EFFRÉNÉE DU PROFIT CAPITALISTE.....	8
- GANDOUR-DIBEX: POUR LES PATRONS, LE SORT DES TRAVAILLEURS ÇA COMPTE ZÉRO !.....	8 - 9
- PORT-BOUËT : NON AUX DÉGUERPISSEMENTS ! IL FAUT D'ABORD RELOGER TOUS LES MAL LOGÉS !.....	9
- AVIC-INTL : LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT COLLECTIVEMENT.....	9 - 10
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- SAISON DES PLUIES : LES ANNÉES PASSENT, MAIS LE BILAN MACABRE CONTINUE !	11
- TARIF DE L'ÉLECTRICITÉ : LES NOUVELLES AUGMENTATIONS VONT IMPACTER TOUTES LES POPULATIONS.....	11 - 12
- AVEC LES ÉLECTIONS QUI APPROCHENT, NE SOYONS PAS ENCORE DES « GNATA » !.....	12 - 13
- ABANDON ET DISPARITION D'ENFANTS : UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA POURRITURE DU CAPITALISME !.....	13
- CONSTRUCTION DE LOGEMENTS URBAINS : LES TRAVAILLEURS TOUJOURS À L'ÉCART	13 - 14
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- Sénégal : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LES POTS CASSÉS !.....	15 - 16

LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QUI DOIT DISPARAITRE CAR IL NE PRODUIT QU'INJUSTICES ET MISÈRES !
--

Comme tous les ans pendant la période de pluie, des familles sont endeuillées suite à un éboulement ou une inondation. Le 11 juin dernier à Attékoubé, toute une famille entière a été emportée par des torrents d'eau et de boue. D'autres drames du même genre surviendront inévitablement, c'est révoltant mais ce n'est pas la pluie qui tue ! C'est la misère qui pousse de nombreuses familles de travailleurs à se loger dans des endroits dangereux non viabilisé, tout en sachant qu'elles risquent leur vie, particulièrement en cette période de pluie. Quand le coût de la vie renchérit chaque jour, que le salaire reste une misère, comment peut-il en être autrement ? Voilà pourquoi il ne s'agit pas d'une fatalité mais d'un crime du capitalisme, un crime dans lequel le gouvernement est pleinement complice.

Des ministres ou leurs sous-fifres viennent ensuite verser quelques larmes de crocodile auprès des familles endeuillées et ne trouvent rien d'autre à faire que de les chasser à coup de bulldozer sans même les reloger préalablement. Ils trouvent même là une occasion pour mieux justifier la destruction de ces habitats précaires pour libérer ces espaces et les mettre si possible à la disposition de quelques capitalistes pour y faire du profit. Tous les partis politiques et les politiciens qui se sont succédé au pouvoir depuis trente ans ont mené la même politique criminelle.

À Abidjan, les populations pauvres sont de plus en plus nombreuses. Pour autant, il ne manque ni d'espace, ni de main-d'œuvre, ni les moyens pour construire des logements pour tous. Encore faut-il que les revenus des familles ouvrières leur permettent d'accéder à ces logements ! La misère est telle que même les enfants sont souvent mis à contribution, parfois en pleine année scolaire. Comme leurs parents, ils sont contraints d'aller se faire exploiter dans les usines et les chantiers. Dès leur jeune âge, ils sont broyés par le capitalisme et condamnés à vivre dans la même misère que leurs parents.

C'est pourtant grâce au travail de ces millions d'ouvriers méprisés et réduits à la condition de survie que l'économie fonctionne, que les maisons et les bâtiments sortent de terre, que les usines produisent, que même les maisons des riches sont surveillées, nettoyées et les propriétaires servis par leurs employés de maison. Pour autant, les travailleurs restent toujours les laissés-pour-compte parce que ce système capitaliste est fait pour les riches.

Mais ce même système a aussi creusé sa propre tombe en favorisant l'émergence du prolétariat moderne, la classe des travailleurs, nombreuse et mondiale, qui en prenant conscience de ses intérêts et de sa force colossale, peut bâtir une nouvelle société débarrassée de la classe parasite bourgeoise.

LE PROLÉTARIAT, SEULE CLASSE CAPABLE DE METTRE FIN AU CAPITALISME

C'est pendant la révolution industrielle en Angleterre au 18^{ème} et 19^{ème} siècle, qu'est apparu pour la première fois le prolétariat moderne, la même classe dont font partie les travailleurs de nos jours à Abidjan et ailleurs. Les habitations de ces travailleurs anglais étaient alors, à bien des égards, semblables à ce que nous voyons aujourd'hui dans les quartiers précaires à Abidjan et leur vie était tout aussi misérable.

C'est par l'exploitation féroce de cette jeune classe ouvrière que le capitalisme anglais s'est développé et est devenu une grande puissance impérialiste ayant besoin d'étendre toujours plus son marché aux quatre coins de la planète.

Dans les autres pays européens comme la France, l'Allemagne, la Belgique ou l'Italie, cette même révolution industrielle a permis à leur bourgeoisie de devenir de plus en plus puissante au point que les rivalités entre elles ont donné naissance à la première puis à la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui, plus de 200 ans après, c'est le même capitalisme qui continue de dominer sur la planète et qui menace de plonger l'humanité toute entière dans le précipice. Pour les travailleurs d'ici comme pour leurs frères de classe des pays riches, c'est toujours l'exploitation, les dures conditions de travail et les bas salaires qui continuent alors que la richesse se concentre de plus en plus dans les mains d'une toute petite minorité de milliardaires. Cette injustice sociale n'est pas une simple anomalie qu'on peut

corriger tout en conservant le même système, elle est inscrite dans la loi du système capitaliste et ne peut que se perpétuer avec lui.

Alors, du point de vue des travailleurs, autant dire qu'un tel système ne peut pas continuer d'exister car il est nuisible pour l'écrasante majorité de l'humanité. Voilà pourquoi, tôt ou tard, la classe ouvrière se révoltera et balayera cette société capitaliste de la surface de la terre ! Elle en a la capacité grâce à son nombre, grâce au fait qu'elle a les mêmes intérêts au-delà des frontières et de sa diversité, mais aussi parce que c'est elle qui fait tourner l'économie. Elle peut donc tout aussi bien arrêter la machine économique qu'en prendre le contrôle et la direction pour orienter la production non plus dans le but de remplir les coffres forts de la bourgeoisie mais de satisfaire les besoins de la grande majorité de la population.

Les métropoles telles Abidjan, Lagos, Paris, Johannesburg, New-York et bien d'autres, sont autant de bastions de la classe ouvrière. C'est dans ces lieux que se produiront inévitablement les grandes luttes de demain. Alors, tous ceux qui, parmi les travailleurs et les jeunes, sont révoltés par cette société barbare doivent dès maintenant œuvrer pour la création du parti des travailleurs, dans l'objectif de renverser l'ordre bourgeois, pour l'avènement du socialisme et du communisme. C'est cette lutte qu'il s'agit de préparer. C'est son organisation qu'il s'agit aujourd'hui de construire.

LES JEUNES DIPLÔMÉS ONT AUSSI LEUR PLACE DANS LE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

On voit de plus en plus d'enfants de familles pauvres avec un baccalauréat, un BTS, une licence voire un master ou un diplôme d'ingénieur. Cela, grâce évidemment aux mille sacrifices des parents. Une fois leurs diplômes en poche, beaucoup d'entre eux se

retrouvent sur le marché de l'emploi et cherchent à vendre leur force de travail à un capitaliste, comme n'importe quel travailleur. Certains sont parfois contraints d'accepter n'importe quel job, comme tout travailleur se trouvant dans cette même situation, et de toucher un salaire de

misère ! La grande majorité est broyée par l'exploitation capitaliste, comme le sont tous les travailleurs.

Certains de ces jeunes diplômés tentent de s'en sortir en exploitant à leur tour d'autres travailleurs, même quand leur « réussite » se résume souvent à posséder tout juste une voiture et une maison. Mais c'est bien minable de se sentir fier d'une telle « réussite » qui repose sur l'exploitation et la misère d'autres travailleurs, d'autant plus que soi-même on est issu de cette classe sociale !

D'autres vendent leurs services aux partis politiques bourgeois existants : celui de Ouattara, de Bédié, de Laurent Gbagbo, de Simone Gbagbo ou autres Soro Guillaume et consort. Dans cette période électorale, ces partis politiques sont bien contents de trouver des individus pour faire le sale boulot de propagandes chez les pauvres, pour distiller leurs mensonges, leurs démagogues, quand ce n'est pas de la xénophobie, de l'ethnisme, de la haine en tout genre, selon ce qui est porteur dans le moment présent pour leur mentor. Tout cela, dans l'objectif de permettre à ces dirigeants-là d'obtenir une place à la mangeoire pour eux et leur petit clan.

Il faut être vraiment aveugle et naïf pour ignorer que depuis ces trente dernières années, les partis politiques qui se succèdent au pouvoir, sont avant tout mus par le besoin de faire carrière et de profiter de leur place au sein de l'appareil d'État pour s'enrichir. Ils sont d'ailleurs d'autant plus interchangeables qu'on les

voit passer d'un camp à un autre au gré du vent porteur.

Mais alors, que gagnent donc ces jeunes-là en faisant ce sale boulot ? Ils vendent leur âme pour quelques miettes ! Ils pourraient pourtant faire un tout autre choix de leur vie que celui de devenir un larbin des politiciens assoiffés des privilèges du pouvoir.

Nous nous adressons à ceux d'entre eux qui veulent utiliser leurs connaissances, leurs capacités d'apprendre, leur disponibilité et leur désir d'agir pour plus de justice, pour s'engager avec nous dans la construction d'une organisation communiste révolutionnaire, dans l'objectif de changer le monde. Bien entendu, ils n'auront ici rien à gagner matériellement, mais auront la satisfaction et la fierté de participer à la tâche grandiose de bâtir une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression. Pour ce travail, il y a de la place pour tous ceux qui sont révoltés ou qui sont arrivés à la compréhension que l'humanité ne peut pas se contenter de cette société barbare d'un autre temps qui condamne à la misère la grande majorité de sa population, quand bien même il y a de quoi satisfaire les besoins de tous, tant la capacité productive de l'humanité est quasi infinie. À ceux-là, nous leur proposons de rejoindre le camp des travailleurs et apporter leur contribution à la construction d'un parti de combat dont la classe ouvrière a besoin pour le renversement de l'ordre bourgeois!

<p>LA PLACE DE LA SORCELLERIE AU XXI^{ème} SIÈCLE DEVRAIT ÊTRE AU MUSÉE DE L'HISTOIRE !</p>

À Abidjan, en cette période d'examen de fin d'année, il est courant de mettre un cas d'échec ou de réussite sur le compte de la sorcellerie, particulièrement dans les familles qui ont encore des liens étroits avec le village. Plus généralement c'est le déroulement de toute la vie (les maladies, les accidents, les décès ou tout autre évènement bon ou mauvais) qui est

imputé à la sorcellerie. Alors, pour se protéger du mauvais sort, beaucoup vont chercher une protection auprès d'un prêtre, d'un pasteur ou d'un marabout. Ainsi, la sorcellerie est un commerce florissant au moins pour ces pasteurs et autres marabouts dont c'est le fonds de commerce. C'est loin d'être le cas de la seule Côte d'Ivoire. Au Nigéria, par exemple, il est courant de voir des

pasteurs évangélistes devenir des multimilliardaires et il est bien connu que de riches familles ivoiriennes se rendent même là-bas pour recourir à leur service, pour les délivrer de quelques « *envoutements* ».

Au Kenya tout dernièrement, un pasteur promettait à ceux qu'il enrôlait dans son église la possibilité de rencontrer Jésus-Christ en personne. Il les faisait jeûner durant plusieurs jours dans la forêt jusqu'à ce que mort s'en suive. Il les faisait ensuite disparaître en les enterrant sur place. Plusieurs centaines de pauvres gens y ont ainsi laissé leur vie.

Ici en Côte d'Ivoire, les rubriques des faits divers dans la presse et les réseaux sociaux sont remplis d'histoires de sorcellerie qui se terminent parfois cruellement. Il arrive très souvent que des personnes accusées d'avoir jeté un mauvais sort soient des proches, voire des membres de la famille de la dite victime. Elles subissent alors les conséquences souvent dramatiques, jusqu'à être tuées. Dans tous les cas, elles sont jetées en pâture à la vindicte populaire. On parle souvent de la pratique de la « *danse du cercueil* » qui permet de désigner le ou la prétendue « *sorcière* », responsable d'un décès. La personne indiquée comme « *coupable* » sera dans le meilleur des cas, bannie de la société, condamnée à mener une vie de paria même si elle n'est coupable de rien ! Parfois elle n'échappera pas à la torture infligée par une foule en délire. Ce sont là les victimes d'un vrai drame social d'un autre temps.

En Europe, cela se passait ainsi quelques siècles plus tôt, au Moyen-âge. Aujourd'hui, il ne viendrait pas à l'esprit d'un élève de troisième de parler de sorcellerie dans sa classe au risque d'être la risée de tous et à juste raison. En effet, l'humanité a fait depuis lors des progrès dans tous les domaines de la connaissance. Sauf qu'en Côte d'Ivoire, on en est encore au stade de considérer comme « *bizarre* », venu d'une autre planète, celle ou celui qui récusera l'existence de la sorcellerie ou du maraboutage. La raison de ce retard vient

du fait que le capitalisme parvenu à son stade de pourrissement, a besoin de s'appuyer sur toutes sortes de préjugés et de croyances pour maintenir les populations dans l'ignorance afin de perpétuer sa domination.

C'est particulièrement le cas dans les pays pauvres comme la Côte d'Ivoire où même les prétendus intellectuels sont versés dans ce genre de croyance et subissent eux-mêmes la pression sociale de leur milieu, laissant libre cours à la bourgeoisie de dominer la société par tous les bouts. Du coup, les enfants des familles pauvres à Abidjan sont évidemment contaminés par ce genre de croyance d'un autre temps.

Personne ne parle de la « *puissance de la sorcellerie* » en voyant un avion de plusieurs centaines de tonnes voler au dessus de notre tête, du véhicule qu'on prend chaque jours pour aller au travail ou à l'école, ou du téléphone portable qui nous permet de communiquer en direct et en visio, avec un interlocuteur situé à l'autre bout de la terre, par WhatsApp ! Il est évident que les hommes au Moyen-âge auraient trouvé ce genre de phénomène absolument extraordinaire, de la pure sorcellerie ! C'est pourtant uniquement là le résultat de la compréhension par l'homme des lois fondamentales qui régissent la nature.

Le capitalisme a fait faire un bond de géant à l'humanité en développant les sciences et les progrès techniques, les avions, les voitures, la médecine moderne, etc. Mais en même temps, la bourgeoisie, cette classe parasite qui accumule les profits en exploitant les travailleurs, trouve son intérêt à laisser les populations pauvres dans l'ignorance. Cela lui permet de faire croire aux travailleurs, aux pauvres, que les riches sont à leur place, et inversement, les pauvres sont dans la leur par la force d'un destin, d'une volonté divine ou autre force qui décide quelque part des choses d'ici-bas. Les dirigeants au pouvoir y trouvent aussi leur compte car ils font partie de la même classe capitaliste.

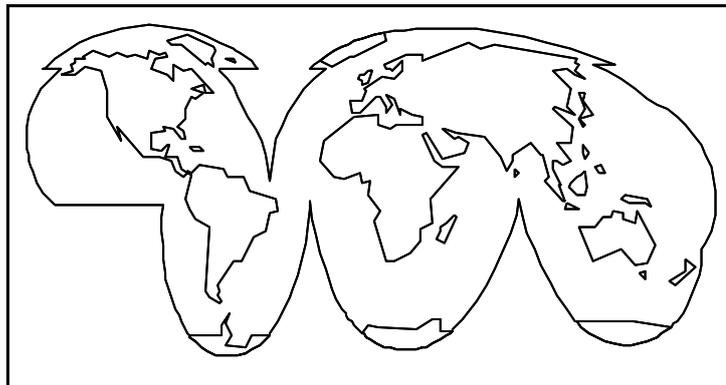
Nous, communistes révolutionnaires, œuvrons pour changer le

monde et sommes des matérialistes. Nous n'avons pas besoin de dieu pour expliquer ce qui se passe autour de nous et nous disons que les travailleurs ne peuvent compter sur aucune prière, aucun fétiche pour améliorer leurs conditions, mais uniquement sur leurs luttes collectives. Nous avons choisi le camp des travailleurs, cette classe sociale réduite à vivre dans la misère et le dénuement, à subir toutes les injustices sociales alors que c'est grâce à son travail que sont produites toutes les richesses sur cette terre. C'est cette classe ouvrière qui, par son rôle dans l'économie, son nombre et sa force collective, peut changer radicalement le fonctionnement de la

société en abolissant toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ceux qui choisissent de mener consciemment ce combat avec la classe ouvrière, ont besoin de comprendre clairement les lois qui régissent la société pour mieux combattre le capitalisme. Les jeunes qui aspirent à prendre pleinement part dans ce combat doivent faire un effort pour s'émanciper de toutes ces croyances anciennes qui sont comme des œillères posées sur leur tête. D'autres générations de révolutionnaires l'ont fait avant eux ! Karl Marx et Engels ont jeté les bases du socialisme scientifique. C'est une boussole pour nous qui luttons contre la bourgeoisie et œuvrons pour le socialisme et le communisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

INDUSTRAP : UN DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE L'INCURIE DU PATRON

Un drame est arrivé le 14 juin dernier à Industrap, une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon, spécialisée dans la fabrication de produits chimiques tels que la peinture, le goudron, les diluants etc. Un mur de l'usine s'est effondré sur des travailleurs. Le bilan est très lourd pour les travailleurs : quatre d'entre eux y ont perdu la vie sur le coup et cinq autres grièvement blessés.

La responsabilité de la direction dans ce grave accident est engagée jusqu'au dernier degré. Depuis longtemps ce mur était fissuré et penchait dangereusement. Cela a été signalé à maintes reprises par les travailleurs, mais la direction a préféré laisser ce mur menacer chaque jour la sécurité des travailleurs jusqu'à ce que le pire arrive.

Cette entreprise est réputée pour fouler au pied les dispositions de sécurité les plus élémentaires. Les ouvriers travaillent dans des conditions déplorables sans protection adéquate alors qu'ils sont exposés à des produits chimiques dangereux. Les accidents de travail sont monnaie courante.

Face à ce genre de drames, les patrons sont rarement inquiétés. Ils savent qu'ils n'ont rien à craindre des autorités de ce pays qui chercheront plutôt à enterrer l'affaire. En bon capitalistes, ils ne se gêneront pas pour enjamber les cadavres de travailleurs tant que le profit coule à flot. La réaction ne pourra venir que du monde du travail pour mettre un coup d'arrêt à cet état de fait révoltant.

FIMA : UNE MORT DUE À LA RECHERCHE EFFRÉNÉE DU PROFIT CAPITALISTE

Fima est une entreprise de fabrication de matelas située dans la zone industrielle de Yopougon. Récemment un travailleur est décédé à la suite d'un accident de travail. Il a reçu en plein visage un jet de produits chimiques dangereux et puis il est tombé dans le coma. Le temps de trouver un véhicule pour l'évacuer, il est mort à l'usine.

Voici une situation dramatique qu'on aurait pu éviter si ce travailleur avait eu un équipement de protection adéquat.

Ce patron est bien conscient de la dangerosité des produits chimiques au contact desquels il fait travailler les ouvriers, vu les cas de maladies qui s'enchainent chez les travailleurs à cause de l'exposition à ces produits. Mais pour ce rapace, équiper les travailleurs en matériels de sécurité serait prendre quelques miettes sur son profit. Et ça, il faut être sûr qu'il ne le fera pas sans être contraint et forcé par les travailleurs en lutte.

GANDOUR-DIBEX: POUR LES PATRONS, LE SORT DES TRAVAILLEURS ÇA COMPTE ZÉRO !

Dibex est une filiale de la parfumerie Gandour. Cette entreprise est en chantier pour la construction d'un entrepôt. Les conditions dans lesquelles travaillent les ouvriers laissent à désirer. Récemment, une planche d'un échafaudage a cédé sous les pieds d'un de nos collègues maçon. Il est tombé de plusieurs mètres de haut. Suite à cette

chute vertigineuse, il a perdu connaissance. Comme il s'agit d'un travailleur, malgré la présence de pompiers et d'une ambulance en interne, il a fallu une trentaine de minutes avant de l'évacuer vers un centre de santé. Après les premiers soins, notre collègue est sorti du coma. La direction lui demande de présenter sa carte d'assurance

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pour pouvoir bénéficier de la suite des soins, naturellement notre collègue n'en a pas et de toute façon personne n'en a parmi nous, étant donné que c'est à l'entreprise d'assurer ses travailleurs.

Ainsi, la direction s'est lavé les mains et lui a remis un peu d'argent comme "soutien" pour le reste de ses soins. Elle aurait pu aussi bien lui dire d'aller s'acheter un cercueil puisque tout le monde sait que le revenu d'un travailleur

est largement insuffisant pour assurer des soins adéquats, surtout dans un cas aussi grave.

Ce qui a fait que notre collègue a jugé bon de se rendre au village pour aller voir des guérisseurs.

Voici un exemple de comment les patrons se débarrassent à bon compte des travailleurs en cas d'accident. Seule une mobilisation des travailleurs peut changer la donne.

PORT-BOUËT : NON AUX DÉGUERPISSEMENTS ! IL FAUT D'ABORD RELOGER TOUS LES MAL LOGÉS !

Dans la commune de Port-Bouët, l'État continue de démolir des habitations de pauvres. Déjà au mois d'avril, policiers et gendarmes accompagnés de Caterpillar avaient débarqué tôt le matin dans le quartier Oryx derrière-warf. Mais vu la mobilisation et la détermination des habitants, les forces de l'ordre ont dû prendre la fuite suite à un affrontement où ils ont perdu la bataille malgré de nombreux blessés dans le rang des habitants. Un mois après, elles sont revenues à la charge comme des lâches en prenant soin d'intervenir aux environs de 10 heures du matin, au moment où les habitants sont au travail ou au marché tandis que les enfants sont à l'école.

Cette fois-ci, les autorités ont réussi leur sale coup. Toutes les habitations dans le périmètre déterminé ont été rasées sans que les habitants aient pu sauver leurs effets. C'est avec les larmes

aux yeux que les familles ont retrouvé leurs affaires endommagées et laissées à l'abandon. Le maire s'est présenté dans l'après-midi pour verser des larmes de crocodile ; il a échappé au lynchage grâce à une exfiltration d'urgence.

Les habitants n'ont eu ni dédommagements ni relogements. Selon les rumeurs, ce site abritera une station-service. Voilà le beau cadeau qu'offre le gouvernement à un bourgeois au lieu de construire des logements décentes pour les habitants de ce quartier.

Toutes ces frustrations, ces rancœurs qu'emmagasinent les pauvres devront un jour trouver la voie d'une lutte collective sous la direction de la classe ouvrière organisée pour défendre ses intérêts sur le lieu de travail comme sur le lieu d'habitation. Cela fait partie du même combat contre l'exploitation.

AVIC-INTL : LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT COLLECTIVEMENT

Les travailleurs d'AVIC-INTL du chantier de la construction du lycée technique de Dahakro, à Yamoussoukro, ont fait grève pendant trois jours pour protester contre le licenciement de trois de leurs collègues. Ils ont par là même occasion dénoncé les mauvaises conditions de travail, les bas salaires (4500 F la journée), la non déclaration à la CNPS, les heures supplémentaires non

reconnues, la non prise en charge des blessés, etc.

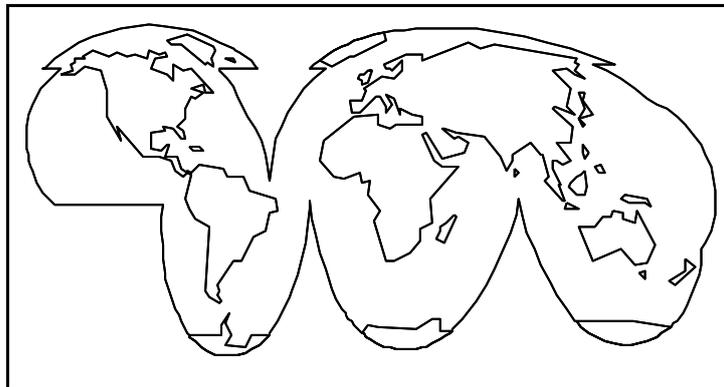
Le patron voyant son chantier bloqué, s'est vu dans l'obligation de demander une négociation. Comme il fallait s'y attendre, cette négociation, c'était juste un moyen pour le patron de faire reprendre le travail. Rien de concret n'en est sorti à part quelques vagues promesses de ne plus licencier jusqu'à la fin du chantier.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

À la reprise, la direction a empêché les travailleurs d'avoir accès au chantier sous prétexte qu'elle veut trouver une solution définitive aux problèmes posés par les travailleurs. Elle ne s'est pas gênée pour distribuer des mises à pied aux meneurs. Un travailleur a même été licencié.

Les travailleurs ont répondu par une autre grève. Ils entendent ainsi maintenir la pression sur la direction car ils savent que c'est le seul moyen pour eux d'imposer leurs préoccupations, sinon de se défendre contre les abus.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

SAISON DES PLUIES : LES ANNÉES PASSENT, MAIS LE BILAN MACABRE CONTINUE !

Au moins 5 personnes, membres d'une même famille sont mortes, dimanche 11 juin, surpris par un éboulement de terrain dans leur lieu d'habitation à Mossikro, sous-quartier d'Attékoubé, après une forte pluie qui s'est abattue sur Abidjan. Déjà dans le même quartier l'année passée, 6 personnes avaient perdu la vie dans un drame similaire.

Nous sommes à mi-saison et le bilan officiel fait état de plus de 17 morts. Ce n'est déjà pas loin des 20 de l'année précédente et c'est sans compter les dégâts matériels causés par les inondations à travers tout le pays.

À Abidjan, aucune commune n'est épargnée. De Cocody à Adjamé en passant par Marcory, Koumassi et Port-Bouet, des quartiers entiers étaient sous les eaux. Les images de grandes artères transformées en lacs et rendant la circulation des véhicules impossibles ont fait le tour des réseaux sociaux.

Cela pose le problème de la viabilisation et du logement à Abidjan.

De l'avis même du gouvernement, la capitale économique souffre d'un déficit de pas moins de 600 mille logements. L'État n'étant pas en mesure de palier ce manque, la ville s'élargit et le plus souvent en dehors de tout cadre formel. Les bas-fonds et les versants des collines deviennent des lieux d'habitations pour les plus pauvres qui ne peuvent pas se payer des loyers ailleurs.

C'est seulement à la veille de chaque saison des pluies que les autorités font mine de s'intéresser aux personnes qui logent dans ces zones à risque. Non pas pour les reloger dans des endroits viables, mais pour détruire leurs logements et les jeter à la rue sans aucun relogement préalable.

C'est là le sort que cette société capitaliste réserve aux plus pauvres. Ils sont condamnés à risquer leur vie au boulot, sur leur lieu d'habitation, tout comme dans les moindres tâches du quotidien, pour pouvoir survivre.

TARIF DE L'ÉLECTRICITÉ : LES NOUVELLES AUGMENTATIONS VONT IMPACTER TOUTES LES POPULATIONS

Le gouvernement ivoirien a décidé d'une nouvelle augmentation du tarif de l'électricité à compter du 1^{er} juillet 2023. Ceux qui ont un abonnement de 15 ampères et plus, ainsi que les professionnels, connaîtront une augmentation de 10%, tandis que ceux utilisant la moyenne tension et la haute tension verront leurs factures augmenter de 15%.

Le gouvernement prétend que l'augmentation ne concernera que 412 000 abonnés, soit 11% des 3 752 000 abonnés que compterait la Côte d'Ivoire. Les autres, ceux utilisant 5 à 10 ampères, les plus nombreux, ne seraient pas

concernés par cette augmentation. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que dans les 11% des abonnés il y a les industries, les mines, les services et le commerce. Ils représentent plus de 60% de la consommation d'électricité. Ils répercuteront donc naturellement cette augmentation sur l'ensemble de la population, en augmentant leurs prix.

Le bla-bla-bla du gouvernement sur les pertes de l'État qu'il faudrait équilibrer n'est que de l'enfumage. Les entreprises du secteur de l'électricité continuent de faire des milliards de bénéfice à l'exemple de la CIE. Cette dernière a partagé 16 milliards de dividende à ces actionnaires

L E U R S O C I E T E

en 2020 et 9,7 milliards en 2021. Alors cette nouvelle augmentation est un moyen plus efficace mais hypocrite de pressurer les plus pauvres, même ceux qui n'ont pas de compteur électrique.

Dans les jours qui viennent, les prix des biens de consommation vont ainsi connaître de nouvelles hausses. Et le prétexte en sera que le courant a

augmenté. Les rencontres qui ont déjà commencé entre représentants des patrons d'industrie et de l'État n'y changeront rien, à moins que les populations n'y opposent une réaction adéquate comme en juillet 2016, où une rumeur d'augmentation du tarif d'électricité avait dégénéré en émeutes dans plusieurs villes du pays.

AVEC LES ÉLECTIONS QUI APPROCHENT, NE SOYONS PAS ENCORE DES « GNATA » !

En Côte d'Ivoire, nous sommes à la veille d'élections majeures. Il y aura les municipales et les régionales cette année et les présidentielles en 2025. Déjà les protagonistes sont en ordre de bataille et ont commencé à battre campagne.

Mais depuis plus de trente ans, le scénario et le décor politique a peu changé dans le pays, même si les personnages s'échangent les rôles. Le casting c'est qui sera président et à quel prix ! Les personnages majeurs sont Bédié, Ouattara et Gbagbo et leurs acolytes. Cela s'est soldé à chaque fois par un drame pour les populations.

De 1993 à 1999, c'est Bédié qui a campé le rôle du président et Ouattara et Gbagbo étaient des opposants à travers le « *Front républicain* ». Bédié se servait alors des leviers du pouvoir pour exclure Ouattara de la course. Cela a entraîné le « *boycott actif* » en 1995, le coup d'État de Robert Guéi en 1999 et l'éviction de Bédié du pouvoir. Entre-temps « *l'ivoirité* », cette propagande ethniste et haineuse entretenue par Bédié avait creusé des sillons de haine et de méfiance entre les populations.

Devant le fauteuil présidentiel laissé vacant par Bédié, les alliés d'hier du front républicain, se sont mués en adversaires pour devenir ensuite des ennemis. Gbagbo a embouché l'ivoirité de Bédié et appuyé Guei (alors président de la transition militaire) pour écarter Ouattara des élections présidentielles de

2000. Gbagbo sera élu à l'issue de ces élections qu'il va lui-même qualifier de « *calamiteuse* » et qui a entraîné des dizaines de morts, dont le charnier de Yopougon.

Ainsi, Gbagbo fut le président de 2000 à 2010. Sa confrontation avec Ouattara a fait naître une rébellion armée soutenue par les partisans de ce dernier et qui a occupé la moitié nord du pays.

Bédié et Ouattara ennemis d'hier, vont se trouver des accointances. Le RHDP dont le but est d'écarter Gbagbo du pouvoir, va naître de leur alliance. Leurs deux partis politiques en seront la colonne vertébrale.

En 2010, Gbagbo après 10 ans, a fini par accepter d'organiser des élections présidentielles ouvertes à tous. C'était la première fois que les trois se confrontaient dans une élection. Cela s'est soldé par une crise post-électorale qui officiellement a entraîné plus de 3 000 morts. Cette fois, ce fut le tour de Ouattara d'exercer le pouvoir d'État.

Depuis 2010 le RHDP avec Ouattara en tête, est au pouvoir. Mais l'alliance qui la constituait n'a pas résisté à l'épreuve du pouvoir. Du coup le PDCI de Bédié se retrouve dans l'opposition.

Aujourd'hui Ouattara dans les habits du président est en train d'appliquer à ses opposants les recettes que ces derniers ont utilisées hier pour l'écarter du pouvoir et qu'il qualifiait alors d'injustes. Gbagbo, Blé Goudé et Soro ont pris 20

L E U R S O C I E T E

ans dans des procès sur mesure et ont perdu ainsi le droit de se présenter à des élections.

Quand on sait ce que ce genre de procédé a entraîné par le passé, les populations ont raison de craindre le pire pour les deux ans à venir. Nombre de personnes prévoient de suivre les présidentielles de 2025 loin des grandes agglomérations, mais tous n'ont pas cette possibilité. Dans tous les cas, les

travailleurs n'ont aucun intérêt à relayer la propagande de Bédié, Ouattara, Gbagbo et consorts. On les a tous vu défiler au pouvoir. Ce sont tous des ennemis des classes laborieuses. Ils ne se servent d'elles que comme marchepieds pour parvenir au pouvoir. Ils sèment la haine et la division au sein de la population. C'est pourquoi les populations pauvres doivent rester sourdes à leurs chants de sirène si elles ne veulent pas être des « *gnata* » !

ABANDON ET DISPARITION D'ENFANTS : UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA POURRITURE DU CAPITALISME !

Dans la commune d'Abobo, en moins de deux mois d'intervalle, on a enregistré deux nouveau-nés abandonnés. Le premier cas a eu lieu au cours de la première semaine du mois d'avril. Il s'agit d'un bébé âgé de trois semaines couvert de pagne et abandonné dans une décharge d'ordures dans le quartier Ndotré. Il a été sauvé par une dame venue jeter ses ordures. Aussitôt elle a alerté la police et le bébé a été transmis au centre social d'Abobo. Le second bébé a été déposé devant une cours dans le quartier Avocatier au début du mois de juin.

Ces deux cas illustrent les difficultés des populations pauvres dans

cette société inégalitaire et injuste. En plus des bébés abandonnés, il y a aussi des enfants qui sont dans les rues sans famille d'accueil et qui vivent seuls. Ces faits à eux seuls illustrent cette société capitaliste !

À cela s'ajoute aussi le phénomène d'enlèvement d'enfants qui secoue la société et qui touche particulièrement les quartiers pauvres. Il ne se passe pas un jour sans que l'on n'annonce une disparition d'enfant. D'après les rumeurs, ce seraient des hommes riches et des politiciens dans cette période électorale qui en seraient les commanditaires pour honorer leurs « *fétiches* ». Ce sont des criminels à l'image de la société capitaliste barbare !

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS URBAINS : LES TRAVAILLEURS TOUJOURS À L'ÉCART

Le 15 juin, le ministre de la construction a déclaré à la presse que le déficit en logement du pays en zone urbaine serait de 600.000. Chaque année il y aurait un manque de 60 000 logements. Pour remédier au problème il projetterait la construction de 40 à 50.000 logements par an.

Ce nombre est d'abord en dessous du déficit annuel en logements. Et même

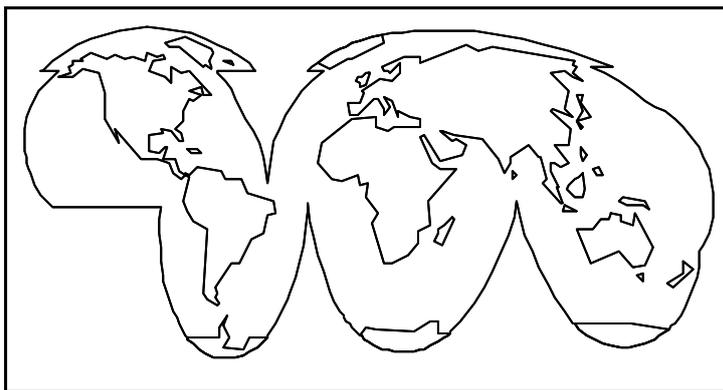
ça, ce n'est encore qu'un projet. En cette période de campagne électorale, on sait ce que signifie ce genre de promesse. Déjà en 2012, nos dirigeants comme à leur habitude, avaient estimé urgent de construire 70.000 logements dits sociaux. Mais il y a eu plus de publicité que d'actes. Cette histoire de logements sociaux, ils n'en parlent pratiquement plus. Maintenant ils utilisent plus le terme

L E U R S O C I E T E

« *logements à prix abordable* ». Mais abordable ne signifie pas dans leur bouche accessible à la grande majorité des travailleurs ! Ce qui entraîne la prolifération des bidonvilles et les constructions dans les zones à risques.

Construire des logements pour tous, c'est possible. Les moyens techniques pour le faire existent.

Cependant les capitalistes, ne trouvent pas bénéfique de financer des logements qui ne leur rapporteraient pas d'argent. Pourtant ce sont ces travailleurs qui produisent tous les biens de la société. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans ce monde où les profits d'une minorité passent avant la vie de la grande majorité !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

Sénégal : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LES POTS CASSÉS !
--

Dès le 1^{er} juin, jour de l'annonce de la condamnation d'Ousmane Sonko à 2 ans de prison ferme pour « corruption de la jeunesse », le gouvernement sénégalais a coupé le réseau internet en croyant que cette mesure allait empêcher les gens de se mobiliser et de sortir dans la rue pour protester contre le pouvoir de Macky Sall, mais cela n'a fait qu'augmenter la colère des manifestants.

Tout le monde sait qu'à travers ce procès contre Sonko, le président sénégalais cherche à éliminer un concurrent susceptible de le gêner au cas où il déciderait de faire un 3^{ème} mandat à la présidence. Les forces de l'ordre, armées jusqu'aux dents et accompagnées de nervis, ont été envoyées massivement pour réprimer violemment les manifestants, mais ceux-ci ont répondu aux attaques comme ils l'avaient fait deux ans plus tôt lors du premier procès de Sonko en mars 2021.

De nombreux magasins ont été saccagés et parfois incendiés, de même que des bâtiments de l'université de Dakar, des stations service, une gare de TER, des bus, etc. Les affrontements ont duré plusieurs jours dans la capitale mais aussi dans d'autres grandes villes du pays. Les petits commerçants ont aussi été durement impactés durant ces journées d'affrontements.

L'organisation Amnesty International fait état de 23 tués dont plusieurs par balles, principalement à Dakar et à Ziguinchor. Elle a dénoncé « un usage excessif de la force et des atteintes à la liberté d'expression et d'information ».

Le 6 juin, le gouvernement a annoncé le rétablissement du réseau internet. Cela ne servait à rien de poursuivre la coupure puisque de nombreux jeunes avaient trouvé dès le lendemain des astuces permettant de contourner le réseau officiel d'Internet mobile. Ils communiquaient sans problème en narguant les autorités.

Ce sont surtout les petites gens qui ont souffert de cette coupure car le

téléphone est devenu un outil indispensable pour communiquer avec la famille mais aussi pour recevoir de l'argent ou pour acheter des marchandises via les plateformes de paiement par mobile. Comme c'était le début du mois, certains travailleurs qui devaient percevoir leur salaire par ce moyen en ont aussi fait les frais. Ceux qui devaient se déplacer à la banque pour toucher leur paie ont dû attendre plusieurs jours car les banques avaient fermé leurs portes dès que les affrontements avaient commencé.

De nombreux travailleurs n'ont pas pu se rendre au travail car durant plusieurs jours, il n'y avait plus de transport public. Les bus Dakar Dem Dikk (société de transport public à participation majoritaire de l'État sénégalais) sont restés au dépôt car ils étaient devenus la cible des manifestants. Plus d'une centaine d'entre eux ont été incendiés.

De nombreux employés de commerce ont été mis en chômage technique suite à la fermeture de grandes surfaces, notamment chez Auchan. Selon le Syndicat national des travailleurs du commerce (Synatracom) 19 magasins appartenant à la chaîne Auchan ont été mis à sacs. À la suite de quoi, toutes les autres grandes surfaces ont dû fermer par précaution. Selon ce syndicat, « 2300 emplois directs ont été perdus » chez Auchan, auxquels il faut ajouter « 500 employés indirects » des entreprises qui fournissent cette chaîne de supermarché.

De son côté, le Syndicat National des Travailleurs du Pétrole et du Gaz du Sénégal fait aussi état de nombreuses pertes d'emplois dans les stations service qui ont subi des dégâts et qui ont été contraintes de rester fermées durant plusieurs jours. Selon son communiqué : « des boutiques et stations-service de sociétés privées nationales et/ou étrangères ont été particulièrement la cible de manifestants; ainsi TOTAL/Sénégal a enregistré la destruction de 27 stations-service et 10 boutiques, VIVO ENERGY

(ex SHELL) a vu 17 de ses points de vente réduits à néant, et bien d'autres compagnies pétrolières ont subi des dommages de grande ampleur à travers leur réseau de distribution ».

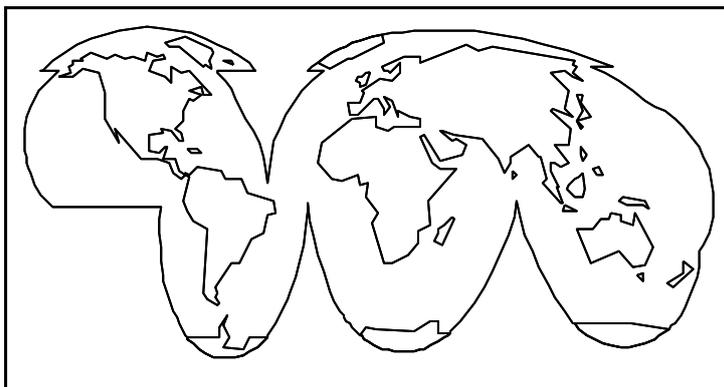
Le représentant du patronat sénégalais a fait état d'une « perte de plusieurs centaines de milliards de francs CFA » subie par les entreprises. Soyons certains que la grande majorité de ces entreprises, notamment les plus grosses, se débrouilleront toujours pour se faire indemniser par l'État et par les assureurs. Mais les travailleurs, eux, risquent de perdre leur emploi sinon d'avoir des jours chômés imposés et non payés.

Ce qu'on peut observer pour le moment c'est que les travailleurs impactés font profil bas en attendant la reprise des activités et dans l'espoir de retrouver leur gagne-pain. En tout cas, du côté des dirigeants de la principale grande centrale syndicale du pays, la CNTS (Confédération nationale des travailleurs du Sénégal) la principale préoccupation

du moment est celle de la « main tendue » et du « dialogue social » avec Macky Sall. Tout au plus, ils se contentent de « déplorer la situation » tout en évitant de porter la moindre critique contre le pouvoir actuel. Autant dire que ce n'est pas de ce côté-ci que les travailleurs peuvent trouver des appuis pour défendre leurs intérêts face au pouvoir et face aux attaques du patronat. Celui-ci fera tout pour maintenir les salaires au plus bas tout en aggravant encore plus les conditions de travail afin de maintenir ses profits au plus haut. Le représentant du patronat sénégalais a déjà annoncé la couleur en disant qu'il faudra s'attendre à des hausses de prix comme lors de la crise du covid en 2019.

S'il n'y a pas de réaction des travailleurs et de la population face à toutes ces attaques du moment et de celles à venir, cela se traduira inévitablement par l'aggravation de la misère.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.